



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

Numéro 147 - Octobre 2009

NOTRE OPINION

- [Les forêts sont de nouveau à l'ordre du jour... mais s'agit-il des vraies forêts ?](#)

LE CONGRÈS FORESTIER MONDIAL

- [La résistance populaire au Congrès forestier mondial](#)
- [Le secteur forestier argentin en vedette au Congrès forestier mondial](#)

LES PLANTATIONS D'ARBRES ET L'EAU

- [La pression augmente au Kenya contre les eucalyptus que l'on décrit comme « des goinfres en eau »](#)
- [Témoignages sur les plantations d'arbres et la diminution des réserves d'eau](#)

DES PROBLÈMES TRANSFRONTALIERS

- [Posco : En Inde on détruit des forêts, en Uruguay on crée des plantations pour piéger du carbone](#)
- [La surconsommation de papier dans le Nord élargit les déserts vers dans le Sud](#)

NOTRE OPINION

– Les forêts sont de nouveau à l'ordre du jour... mais s'agit-il des vraies forêts ?

Par suite de l'inquiétude croissante que suscite le changement climatique, les forêts reprennent de l'importance dans les instances internationales, surtout en ce qui concerne leur fonction de réservoirs de carbone. Tout le monde semble être d'accord que les forêts peuvent contribuer à atténuer, si on les conserve, ou à aggraver, si on les détruit, le danger imminent du changement climatique. Or, s'agit-il des vraies forêts ?

Le meilleur – ou le pire – exemple pour répondre à cette question est peut-être le Congrès forestier mondial qui vient de se tenir en Argentine. À cette occasion, les forêts et les plantations d'arbres en régime de monoculture ont été mises sur un pied d'égalité. Cette position des experts forestiers joue en faveur des entreprises qui contribuent à transformer les vraies forêts en forêts fausses, la diversité biologique en monocultures, la nature en profits économiques.

Une « forêt plantée » est une forêt : voilà le message que le monde reçoit du

Congrès forestier mondial. Si ce message était donné aux écoliers sous la forme d'un exercice « vrai-faux », la plupart d'entre eux n'hésiteraient pas à cocher « faux ». Or, à quelques exceptions près, les « experts » forestiers du monde semblent ne pas être du même avis. Ainsi, une forêt peut être éliminée et remplacée par une plantation d'eucalyptus, de pins, de palmiers à huile, d'hévéas ou de n'importe quel arbre, sans que rien ne change.

Pour aggraver encore les choses, une partie du programme du Congrès était centrée sur le besoin « d'améliorer » les forêts au moyen d'arbres génétiquement modifiés, en dépit du fait que ces arbres pourraient gravement perturber les forêts du monde. Suivant cette orientation du CFM, les futures plantations industrielles d'arbres GM seraient considérées comme des « forêts », ce qui rendrait la définition de forêt encore plus absurde... et dangereuse.

Le même problème s'est posé durant les pourparlers climatiques au sujet du système REDD (réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement) qui ont eu lieu quelques jours plus tôt à Bangkok. Le fait que la Convention de l'ONU sur les changements climatiques considère elle aussi que les plantations sont des « forêts » a servi de prétexte aux délégués de l'Union européenne pour essayer de bloquer les textes visant à éviter la conversion des forêts en plantations. Du coup, les négociations se sont terminées abruptement, la plupart des autres délégués ayant compris que cela comportait le danger de financer avec les fonds REDD la substitution des forêts tropicales par des plantations de palmiers à huile ou d'arbres à pâte.

La production d'éthanol à partir des plantations d'arbres et d'agrodiesel à partir des plantations de palmiers à huile, deux options « vertes » pour remplacer les combustibles fossiles, est associée elle aussi au changement climatique et à la définition des plantations en tant que forêts. Ces carburants pourraient provoquer la destruction de vastes étendues de forêt qui seraient transformées en plantations d'arbres en régime de monoculture. Selon la définition actuelle de forêt cela ne changerait rien, tant que le « couvert forestier » serait maintenu.

L'absurdité de tout ce qui précède et les intérêts qui sont derrière deviennent de plus en plus évidents, même pour les négociateurs du système REDD. Le processus pour exclure les plantations des forêts est long et difficile mais de plus en plus d'organisations sociales, de mouvements paysans, d'organisations de peuples autochtones, d'activistes des droits de l'homme, d'intellectuels et de forestiers, ainsi que le grand public, sont en train de s'y joindre sous la bannière « les plantations ne sont pas de forêts ». Les communautés qui ont lancé ce processus en luttant contre la monoculture d'arbres ne se retrouvent plus seules.

[index](#)

– La résistance populaire au Congrès forestier mondial

Le XIIIe Congrès forestier mondial (CFM) vient d'avoir lieu à Buenos Aires, en Argentine, du 28 au 23 octobre.

L'histoire de ces congrès commence en 1926 à Rome. Il s'agit de forums que l'on organise tous les six ans dans des pays hôtes différents, auxquels assistent des représentants des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et d'universités.

Il existe un rapport étroit entre ces congrès et la FAO, dans la mesure où cette dernière participe à leur préparation en définissant le programme, les orateurs et les auteurs à inviter, ainsi que le comité consultatif d'experts. Le congrès formule des recommandations qui peuvent être adoptées par la FAO, avec tout le poids et toute l'influence que cela implique.

L'ouverture du XIIIe CFM a coïncidé avec l'arrivée à Buenos Aires de centaines de représentants de mouvements autochtones et paysans et d'organisations sociales du Chili, du Brésil, de l'Uruguay, du Paraguay et de nombreuses provinces argentines.

Accueillis par La Vía Campesina et les Amis de la Terre Argentine, des centaines d'hommes et de femmes, parfois accompagnés de leurs enfants, ont participé pendant trois jours à des journées d'échanges et de formation ainsi qu'à des concentrations et des marches.

Le 16 octobre, Jour de la souveraineté alimentaire, ils ont marché du ministère de l'Agriculture à Plaza de Mayo où ils se sont concentrés pour lire une déclaration et installer une foire de semences indigènes. Parmi les revendications populaires figurent la souveraineté alimentaire, l'arrêt du déboisement et la réalisation d'une réforme agraire qui garantisse aux communautés la possibilité de vivre et de produire dans leurs terres. L'agriculture familiale et paysanne se retrouve coincée et expulsée de la campagne par l'agro-industrie qui inclut les plantations industrielles d'arbres.

Le dimanche 18 ils se sont donné rendez-vous à Plaza Italia pour le Festival des 'Peuples qui vivent avec les Forêts'. Accompagnée de musique, de chants et de danses, une manifestation bigarrée et énergique est arrivée jusqu'aux portes du local proche où avait lieu le CFM, portant des pancartes où on pouvait lire des mots d'ordre du genre « Les plantations ne sont pas des forêts », « Oui à la diversité productive, non à la monoculture d'arbres », « Résister à l'agro-industrie », « Souveraineté alimentaire », « Terre, eau et justice ».

L'introduction des plantations industrielles d'arbres en Argentine s'est accélérée depuis 2006 avec l'approbation de la loi n° 25080 qui prévoit des subsides pour cette activité. L'ambiance commerciale de ce congrès est palpable dans l'énoncé même des tournées d'affaires qui figurent dans le programme officiel ; en outre, celui-ci consacre une section aux « forêts plantées ».

Ainsi, le congrès peut être la plate-forme idéale pour l'expansion de cette industrie, légitimée par les intellectuels et cachée derrière la devise « Développement forestier, équilibre vital ». Le terme « forestier » met sur le même plan des choses aussi

dissemblables que les écosystèmes forestiers, richissimes en diversité biologique, et les plantations d'arbres en régime de monoculture, ces « déserts verts ».

Pour les « peuples qui vivent avec les forêts », présents au festival et à la marche, il n'y a pas de confusion possible. Ils ont une idée très claire de la valeur des forêts qui leur donnent la vie et la subsistance et ils sont douloureusement conscients des répercussions des plantations forestières : elles leur font perdre l'eau, les territoires, la diversité biologique, la souveraineté alimentaire, leurs savoirs et, par voie de conséquence, leur culture, leur identité, leur vie.

C'est pourquoi ils ont dit avec beaucoup de force et de fermeté aux participants au CFM :

NON à la monoculture d'arbres

mais

OUI à la défense de la vie

OUI aux territoires gérés par les peuples autochtones et les communautés paysannes

OUI à l'agriculture orientée à la souveraineté alimentaire

OUI aux connaissances traditionnelles de nos peuples

Dans leur déclaration ils ont affirmé :

« La lutte contre les plantations d'arbres est aussi une célébration de la vie, de l'agriculture fondée sur la diversité et pratiquée par les petites familles d'agriculteurs paysans et indigènes, de la restauration de la forêt par les paysans et les autochtones et de tant d'autres solutions réelles. En cette journée de lutte contre les plantations d'arbres, cette célébration de la vie et de la résistance nous rapproche dans notre marche vers la construction d'un monde nouveau.

NOUS VIVONS DE LA FORÊT, AVEC LA FORÊT, POUR LA FORÊT... NOS VOIX S'ÉLÈVENT CONTRE VOS PLANTATIONS »

[index](#)

- Le secteur forestier argentin en vedette au Congrès forestier mondial

Le Congrès forestier mondial qui se déroule à Buenos Aires a été perçu comme une excellente opportunité d'affaires par le secteur forestier argentin.

Les attentes des entreprises se manifestent depuis plusieurs mois par leur présence croissante dans la presse locale et nationale, comme le montre un article récemment paru dans une publication de Corrientes (www.momarandu.com). On y apprend que « après la foire forestière de Misiones, les producteurs de bois de Corrientes se tournent vers le XIIIe Congrès forestier mondial pour concrétiser des accords dans les réunions auxquelles participeront près de deux cents hommes d'affaires de 26 pays ». Les planteurs d'arbres « voient ce Congrès comme 'une porte ouverte sur le monde' leur permettant de montrer le potentiel de production de matière première de

la province et d'attirer des capitaux qui fassent décoller l'industrie ».

Organisé par le gouvernement argentin en collaboration avec la FAO, le Congrès prévoit une série de tournées pour les participants. Bien entendu, l'une d'elles comprendra les provinces de Corrientes et Misiones où les entrepreneurs étrangers pourront voir les « forêts plantées » de plusieurs entreprises forestières (Las Marias, Agro Alba, Grupo Tapebicuá, Garruchos, Lipsia).

On peut supposer que les visiteurs verront ce que les entrepreneurs locaux voudront leur montrer et entendront ce qu'ils voudront leur dire.

Du moment que Misiones est décrite comme « la principale province forestière du pays », on imagine qu'elle sera présentée aux hommes d'affaires et au public en général comme le modèle en matière de développement forestier.

Dans ces circonstances, il devient important de diffuser l'article suivant, résultat d'une tournée récente dans cette province, où les témoignages des gens du pays montrent la dure réalité et dénoncent « le grand mensonge » du développement forestier.

– Argentine : les pins, les usines de pâte et les mensonges à Misiones

La province de Misiones est née dans la beauté de sa selva mais elle a grandi dans la résignation à la souffrance. L'histoire de son dépouillement a commencé lorsque les conquistadors espagnols ont soumis les peuples guaranis originaires de la région, les privant de leur liberté et désarticulant leur mode de vie.

À des époques plus récentes, Misiones a saigné par sa selva que l'industrie forestière a abattue sans discernement et dans des conditions inhumaines. Les lapachos, timbós, ybira-pitás, peteribís et tant d'autres arbres précieux ont descendu le Paraná sur des jangadas, en direction des marchés nationaux et mondiaux. En un siècle à peine la selva de Misiones s'est réduite à un tiers de sa surface originelle.

Parallèlement, l'activité agricole s'est développée. La culture du maté s'est étendue et elle a remplacé la cueillette du maté sauvage ; le thé, les agrumes et le tabac sont venus se partager le territoire. De grands propriétaires ont accumulé des terres mais, en même temps, un programme étatique d'établissement rural a été mis en œuvre à partir d'une structure surtout familiale. Dans ces propriétés de petites et moyennes dimensions (de 25 à 50 hectares) on faisait des cultures annuelles et une culture centrale de maté.

Autour de cette structure, une population rurale s'est développée, qui s'occupait surtout de tâches agricoles, préparation du sol, semences, récolte. Les ouvriers agricoles pouvaient avoir eux aussi une parcelle pour y vivre avec leur famille, ce qui leur permettait d'avoir une certaine autonomie alimentaire.

Cette situation a commencé à changer dans les années 40, avec l'installation à Puerto Piray, municipalité du département de Montecarlo, de l'entreprise nationale Celulosa Argentina pour la production de pâte de papier. C'était le début de la plantation de pins en régime de monoculture. Cette usine de pâte, qui s'insérait dans le programme de substitution des importations, s'est heurtée en 1968 à la forte résistance des ouvriers due à des conditions de travail insalubres.

Pendant les années de dictature et dans le cadre de la répression du mouvement social, une reconversion de l'économie a eu lieu. Un projet a été mis en route qui comportait de construire de grandes usines de pâte dont l'actionnaire principal était Celulosa Argentina : Celulosa Puerto Piray S.A. (aujourd'hui obsolète) et Alto Paraná S.A.

L'expansion forestière prend de l'essor en 1998 grâce à la loi de promotion forestière n° 25080, qui prévoit plusieurs bénéfices : subsides à la plantation, remboursement de la TVA, exonération d'impôts (sur le revenu et sur la propriété immobilière), élimination du paiement de permis et une énorme stabilité fiscale pendant une période de 30 ans, que le gouvernement peut porter à 50 ans.

Ceci, joint à la sortie du maté du marché à consignation (qui garantissait au producteur un prix de vente supérieur au coût de production et négociait la vente auprès des grands moulins) a donné le coup de grâce au système de production familiale.

Les agriculteurs et les cultures d'agrumes, de thé, de maté et de tabac ont été déplacés par l'expansion des plantations, essentiellement de pins elliotti, dont la résine brûle les feuilles du maté et ne permet pas à celui-ci de pousser à leur pied, mais aussi de pins taeda et d'eucalyptus. Les fermes ont été achetées pour y planter des arbres ou plantées de pins par les propriétaires qui ont cru faire une bonne affaire mais qui ont vu plus tard qu'ils s'étaient trompés.

Les paysans qui ont perdu leurs fermes sont allés dans les villes ; l'employeur rural a commencé à disparaître et, avec lui, les emplois qu'il créait. La campagne s'est dépeuplée. Dans le département de Montecarlo, par exemple, il y avait des zones où vivaient en moyenne plus de 150 familles mais celles-ci ont disparu ou diminué considérablement. Avec la disparition de la population rurale, de nombreux établissements urbains et suburbains sont apparus dans la région.

Ce vieux système d'appropriation qui, s'il donnait du travail, s'appuyait sur l'exploitation des travailleurs, n'a pas été remplacé par un autre plus équitable. La propriété de la terre s'est concentrée, puis elle est passée aux mains d'étrangers. Alto Paraná a été achetée en 1996 par l'entreprise chilienne Celulosa Arauco y Constitución (Celarauco), du groupe Angelini ; ce dernier a acheté ensuite Celulosa Puerto Piray. Cette dernière transaction a été dénoncée en tant que fraude contre l'État municipal. En effet, pour pouvoir vendre l'entreprise, il fallait régler d'abord les dettes qu'elle avait contractées à l'égard de la municipalité. Sur les 10 millions de dollars qu'elle devait elle a fini par payer 200 000 pesos argentins (soit environ 50 000 dollars), plus 300 hectares de terres, deux camions et une pelle caterpillar. L'arrivée de ces capitaux étrangers n'a donc pas été gratuite pour le trésor public.

L'entrée en scène d'Alto Paraná a provoqué la concentration de terres dans la province de Misiones. Rien que dans la municipalité de Piray l'entreprise possède 62,5 % des terres, et les trois entreprises ensemble en possèdent 83 %. Les 233 000 hectares d'Alto Paraná représentent dix pour cent du territoire de la province [1].

La matière première est elle aussi concentrée : les petites scieries ont perdu peu à peu la possibilité d'obtenir du bois, leur technologie est devenue démodée et elles

ont fermé, contribuant ainsi au chômage. En outre, les travailleurs n'ont pas toujours été absorbés par la nouvelle usine car, grâce aux progrès de la technologie, les tâches habituelles dans une plantation d'arbres (plantation, récolte, etc.) qui, au départ, créaient des emplois, ont été remplacées par des machines et des produits chimiques.

À l'heure actuelle, 53 % de la population de la zone sont au chômage et, sur les 47 % qui ont du travail, 86 % gagnent moins d'un salaire minimum.

À cela s'ajoute la diminution de l'eau dans la province. Au départ, la cause principale a été le déboisement dû à la coupe excessive, car la disparition de la forêt a perturbé le cycle de l'eau. Ensuite, les grandes plantations d'arbres exotiques à croissance rapide, si « efficaces » pour trouver de l'eau grâce à leurs racines qui s'enfoncent profondément dans le sol, ont aggravé le problème.

Les plantations d'arbres ont détruit la selva de Misiones ; elles ont concentré et rendu étrangère la propriété de la terre, ce qui a abouti à l'injustice sociale et à la perte de la souveraineté ; elles ont déplacé les systèmes agricoles familiaux ; elles ont eu d'innombrables effets négatifs sur l'environnement et la santé [2]. Mais elles ont apporté aussi, comme a dit un homme du pays, « le grand mensonge » : « Le grand mensonge d'être devenus le pôle forestier industriel le plus important du pays, qui a coûté des millions de dollars, plus la destruction de la forêt et des organisations syndicales et sociales ».

Ce grand mensonge cache la réalité de cette province forestière de Misiones, une réalité qu'il faut révéler au moment où l'industrie de la monoculture d'arbres prétend se présenter au Congrès forestier mondial comme une activité « écologique ». Le « développement forestier » des plantations est loin d'apporter à Misiones cet « équilibre vital » qu'annonce le slogan du Congrès.

Raquel Núñez (raquelnu@wrm.org.uy), article rédigé à partir de la visite effectuée avec Elizabeth Díaz dans le Nord de la province de Misiones et grâce à l'aide généreuse, aux informations et aux témoignages de Ruben Ortiz, Juan Yahdjian et plusieurs habitants de la communauté Piray 18 et du reste de la région.

[1] "La invasión forestal", Darío Aranda, article publié le 26 juillet 2009 dans Página 12, http://www.wrm.org.uy/paises/Argentina/invasion_forestal.html.

[2] "Misiones: la selva de Quiroga convertida en pinos para celulosa", Ricardo Carrere, juillet 2005, <http://www.guayubira.org.uy/celulosa/informeMisiones.html>.

[index](#)

LES PLANTATIONS D'ARBRES ET L'EAU

- La pression augmente au Kenya contre les eucalyptus que l'on décrit comme « des goinfres en eau »

Quelque chose de très intéressant se passe en ce moment au Kenya. D'une part, le

ministre de l'Environnement du pays, John Michuki, a donné l'ordre d'arracher les eucalyptus des zones humides et il a interdit d'en planter le long des fleuves et dans les bassins versants. D'autre part, la célèbre lauréate du Prix Nobel Wangari Maathai demande que l'on interdise la plantation d'essences exotiques et en particulier d'eucalyptus, tandis que les experts du Centre international de recherche en agroforesterie (ICRAF), basé au Kenya, sonnent l'alerte à propos de la « soif permanente » des eucalyptus.

Le temps où il était bon de planter des eucalyptus

Ce qui précède aurait été inimaginable il y a quelques années seulement, à l'époque où le gouvernement encourageait fortement la plantation d'eucalyptus dans tout le pays. En 2003, par exemple, le Service d'information sur l'environnement (ENS) rapportait qu'une « nouvelle variété d'eucalyptus génétiquement supérieurs » avait été introduite au Kenya et que cela « pourrait éviter que les forêts kényanes continuent de disparaître ». À partir des informations fournies par les promoteurs de l'initiative, l'ENS déclarait : « Pour ceux qui habitent dans des régions semi-arides, les eucalyptus pourraient devenir une nouvelle source de revenus » et « les chercheurs disent que le nouvel eucalyptus génétiquement supérieur peut devenir la réponse au problème du reboisement de certaines zones arides du Kenya et, bien géré, il pourrait éviter que les forêts du pays continuent d'être décimées ».

Les hypothèses précédentes étaient soutenues par des organismes spécialisés et par les bailleurs de fonds impliqués dans la promotion des eucalyptus dans les zones arides et semi-arides du pays.

La production de ces arbres « supérieurs » était « dirigée par le Programme national d'extension de l'agriculture et l'élevage, une initiative financée par l'Agence suédoise de développement international ». En outre, la plantation d'eucalyptus « génétiquement supérieurs » faisait partie du Projet national de recherche en agroforesterie, un projet de collaboration mis en œuvre par l'Institut kényan de la recherche agricole (KARI) l'Institut kényan de la recherche forestière (KEFRI) et le Centre international de recherche en agroforesterie (ICRAF).

Une initiative semblable, celle de « fournir aux communautés rurales masaï du matériel clonal supérieur », a été lancée grâce au projet Kajiado, un projet de transfert de technologie auquel participaient le Service des forêts du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, l'Institut kényan de la recherche forestière et Mondi Forests (une entreprise sud-africaine de plantation et de production de pâte). Ce projet a été financé par la Fondation caritative Gatsby du Royaume-Uni et facilité par le Service international pour l'acquisition d'applications agro-biotechnologiques, qui compte parmi ses bailleurs de fonds Monsanto, Bayer Crop Science et CropLife International.

Les conseils des experts ont été suivis

Les gens du pays ont été persuadés que la plantation de ces « eucalyptus supérieurs » allait « contribuer à l'objectif national d'atténuer la pauvreté chez les communautés agricoles de faibles ressources », comme a dit à Kiambu Gabriel Ndungu, fonctionnaire du Programme national d'extension de l'agriculture et l'élevage (NALEP).

Le gouvernement a joué un rôle très actif dans la promotion de ces arbres et l'Institut kényan de la recherche forestière a distribué des plants et des clones dans la forêt Karura, près de la ville de Nairobi. Le rôle du NALEP était de « faire comprendre aux organisations d'agriculteurs les potentialités que comportait la plantation d'arbres génétiquement supérieurs dans leurs propres parcelles ».

Les paysans ont appris qu'ils pourraient commercialiser les arbres six ans plus tard mais qu'au bout de deux ans ils pourraient déjà les utiliser pour obtenir du bois de feu et faire des clôtures. Ils ont été informés que ces arbres avaient « un bois de grain supérieur qui diminue le risque de fendage du bois scié, et qu'ils croissent de façon uniforme, ce qui réduit le coût de l'abattage ».

Comment les agriculteurs n'allaient-ils pas croire aux conseils de tous ces experts ? Comment les femmes rurales n'allaient-elles pas appuyer cette initiative, après avoir subi pendant des années la pénurie de bois de feu à usage domestique ? Forcément, les petits agriculteurs et, en particulier, les femmes, ont dû trouver que la plantation d'eucalyptus était une solution raisonnable.

Ce que personne ne leur a dit est que ces arbres allaient en même temps faire diminuer les réserves d'eau de la région et que cela diviserait leur communauté : d'un côté, ceux qui subissaient l'impact des eucalyptus, de l'autre ceux qui profitaient de la vente du bois.

Trois ans plus tard : on apprend que les arbres à croissance rapide sont problématiques

En août 2006, un tableau différent a commencé à se dessiner : pendant la réunion de la Semaine mondiale de l'eau faite à Stockholm, les chercheurs ont averti que, si la plantation des espèces appropriées au bon endroit pouvait améliorer la situation hydrique, celle d'autres espèces, comme le pin et l'eucalyptus, pouvait en revanche la rendre beaucoup plus grave.

Cet avertissement a été fait par le Centre international de la recherche en agroforesterie (ICRAF), à partir des recherches sur la consommation d'eau des arbres qu'il avait menées au Kenya pendant 20 ans. En conclusion, les chercheurs de l'ICRAF ont déconseillé la plantation d'arbres à feuilles persistantes à croissance rapide, comme les pins et les eucalyptus, à cause de leur forte consommation d'eau.

Une vidéo, *Thirsty Trees: And the Search for Better Alternatives*, a été présentée lors d'une activité parallèle organisée par l'ICRAF [<http://giip.org/content/view/104/37/>]. Cette vidéo montre que les fonctionnaires gouvernementaux et la population locale sont d'avis que les eucalyptus sont en train de porter atteinte aux ressources hydriques. Une personne de la région y explique que le niveau d'un fleuve qui était « très grand » a « chuté » à cause des eucalyptus plantés sur ses bords. On y apprend également que, comme d'habitude dans les cas de ce genre, « les femmes et les enfants sont les plus affectés par la diminution de l'eau » parce qu'ils sont « les fournisseurs d'eau de leurs familles et qu'il leur faut davantage de temps pour aller chercher de l'eau aux ruisseaux et aux lacs ».

La vidéo donne des chiffres : un eucalyptus de trois ans « boit », à lui seul, 20 litres

d'eau par jour. Les années suivantes la consommation augmente de façon exponentielle ; à 20 ans, l'arbre va « boire » 200 litres d'eau par jour !

Le mythe de l'absence de preuves scientifiques

Une des conclusions les plus intéressantes que l'on puisse tirer des découvertes de l'ICRAF est peut-être qu'elles contredisent un des principaux arguments utilisés par les défenseurs des plantations d'arbres à croissance rapide, à savoir qu'il n'y a pas de « preuves scientifiques » que ces plantations fassent diminuer les réserves d'eau.

Après presque deux décennies d'études dans sa Station de recherche de Machakos, l'ICRAF apporte des preuves en abondance à ce sujet et conclut :

« Les espèces d'arbres à feuilles persistantes et à croissance rapide peuvent tirer très vite du sous-sol des quantités considérables d'eau, ce qui éveille de graves inquiétudes au sujet de leurs répercussions sur le paysage. Les espèces d'arbres dont les besoins en eau dépassent le volume de l'eau de pluie (et qui, par conséquent, obtiennent l'eau d'autres sources) peuvent avoir de nombreuses conséquences négatives pour les autres usages locaux et pour les usagers situés en aval. Cette découverte est particulièrement importante pour les nouveaux programmes de piégeage de carbone, qui ont tendance à préférer des essences à croissance rapide, comme Eucalyptus, susceptibles d'avoir un fort impact sur le débit des fleuves. »

Beaucoup d'espèces qui se caractérisent par leur forte consommation d'eau sont choisies pour leur valeur économique et elles sont récoltées et remplacées par rotation. Ces plantations d'arbres « assoiffés » ne sont viables qu'à des endroits où la pluviosité et le ruissellement sont forts, où l'eau s'accumule et où l'eau superficielle est abondante.

« La pluviosité moyenne dans les bassins de l'Est de l'Afrique est de 1 200 à 1 800 mm. L'eucalyptus peut, à lui seul, en consommer la plupart. Donc, là où la pluviosité moyenne est inférieure à 1 600 mm il est prudent de ne pas planter des espèces à feuilles persistantes telles que les eucalyptus et les pins. »

L'ICRAF n'a pas seulement fourni les preuves nécessaires : il a inventé une méthode simple pour mesurer la consommation d'eau de n'importe quel arbre. Ainsi, les preuves scientifiques sont faciles à obtenir en cas de débat sur la consommation d'eau des plantations.

L'appareil mis au point à l'ICRAF mesure l'écoulement de la sève par la méthode de la pulsation de chaleur et permet de déterminer la vitesse du mouvement de l'eau dans le tronc de l'arbre. À partir de ces mesures toutes simples, il est possible de calculer le volume total d'eau consommé par un arbre en une heure
[\[http://www.ictinternational.com.au/French/brochures/HRM_fr_1.0.pdf\]](http://www.ictinternational.com.au/French/brochures/HRM_fr_1.0.pdf).

Le résultat en 2009 : « Les eucalyptus assoiffés se font sacquer au Kenya »

Un article publié le 30 septembre 2009 rapporte que les agriculteurs de la région centrale du Kenya ont commencé à abattre les eucalyptus avides d'eau qui poussent près des sources, en application d'une directive du ministre de l'Environnement, John

Michuki, dont l'objectif est d'économiser l'eau pour essayer d'atténuer les effets de la sécheresse qui ravage le pays.

L'eucalyptus a eu du succès chez les agriculteurs parce qu'il pousse vite et fournit un stock considérable de bois d'œuvre et de bois de feu, mais il représente un danger pour les réserves d'eau.

À présent, on coupe les eucalyptus qui poussent à moins de 30 mètres des fleuves, des ruisseaux, des puits et d'autres sources d'eau. Les agriculteurs du centre du Kenya ont déjà abattu presque tous les arbres qui croissaient à proximité des sources.

« Nous sommes d'accord que les eucalyptus qui poussent près des sources d'eau ont contribué à les assécher, c'est pourquoi nous sommes en train d'enlever ces arbres », dit Joseck Gatitu, un agriculteur de la zone de Kamune. Il a coupé 15 arbres près d'un ruisseau qui a presque disparu.

James Gitonga, un haut fonctionnaire du Service forestier kényan, dit que les eucalyptus étaient une source de revenus pour les agriculteurs mais que la plantation accélérée d'*Eucalyptus grandis* et d'*Eucalyptus camaldulensis*, deux espèces à croissance rapide venues de l'Afrique du Sud il y a sept ans, s'est avérée dangereuse pour l'environnement.

« On a planté un grand nombre de ces arbres, même à proximité des fleuves, des marais et des bassins hydrographiques ; comme ils consomment énormément d'eau, ils ont beaucoup contribué à en diminuer le volume, surtout en cette période de sécheresse », a-t-il dit.

Une lauréate du Prix Nobel intervient dans le débat

Wangari Maathai, lauréate du Prix Nobel de la Paix et écologiste kényane de renom, s'oppose activement à « la campagne agressive en faveur des essences exotiques », « surévaluées pour des raisons commerciales », et demande de « se centrer sur la plantation d'arbres indigènes », « qui conviennent le mieux aux régions où ils sont censés exister ».

Le professeur Maathai a demandé que l'on interdise les plantations commerciales d'eucalyptus dans le pays. Elle dit que cet arbre contribue à la diminution de l'eau en raison de sa forte demande.

Maathai ajoute qu'en plus d'avoir un effet négatif sur les réseaux hydrographiques, l'eucalyptus, que l'on appelle gros buveur ou goinfre en eau (« munyua mai ») dans son Kikuyu natal, est hostile à d'autres espèces et à presque toute la diversité biologique locale.

« Quand on va dans ces plantations en régime de monoculture, on dirait des forêts mortes parce qu'il n'y a qu'eux. On n'y voit pas d'oiseaux, de papillons, d'autres arbres, d'animaux... rien qu'eux, parce qu'ils ne laissent pousser rien d'autre. »

Dans son discours d'introduction au 2e Congrès mondial de l'agroforesterie organisé à Nairobi, au Kenya, en août dernier, Maathai a dit à l'audience, « sans vouloir vexer

les Australiens présents », qu'il n'y a pas de kangourous en Afrique et que « nous n'avons pas besoin d'eucalyptus ».

Planter des eucalyptus par la méthode shamba ?

Il ne faut pas supposer que le gouvernement kényan est d'accord avec Mme Maathai. Le fait que le ministre ait interdit les eucalyptus dans certaines zones ne veut pas dire que les plantations commerciales d'eucalyptus aient été également interdites. À cet égard, Maathai sonne l'alerte contre « l'idée de réintroduire dans nos forêts classées le système shamba, fortement destructeur. On aura beau affirmer qu'il revient dans un format amélioré, ce système détruit la diversité biologique et diminue la capacité des forêts de recueillir l'eau de pluie, de la retenir et de la libérer graduellement à travers les fleuves et les ruisseaux ». Elle affirme : « il serait suicidaire de succomber à la pression des industries de la pâte et du bâtiment et de réintroduire un système qui a été le principal responsable de la destruction des forêts dans le passé. Il est très peu judicieux d'affecter les bassins hydrographiques et les terres agricoles à des arbres commerciaux pour maintenir en fonctionnement des entreprises privées ou des entreprises publiques inviables ».

Suivant le système shamba kényan, les agriculteurs sont encouragés à cultiver des produits de base (maïs, bananes, haricots et manioc) dans des terres boisées domaniales préalablement défrichées, à condition qu'ils y replantent ensuite des arbres. Depuis le milieu du 19^e siècle, le Kenya a adopté ce système pour créer des plantations d'arbres grâce à une main-d'œuvre bon marché ou tout à fait gratuite, afin de répondre à la demande de bois.

En plus de présenter des risques d'abus, ce système aboutit à la substitution des forêts indigènes par des plantations industrielles d'arbres exotiques. Les espèces exotiques les plus plantées dans les forêts publiques sont le pin et le cyprès. Ces plantations en régime de monoculture affectent les forêts, en faisant diminuer leur diversité biologique et leur capacité d'accumulation d'eau. Que se passerait-il si on plantait des eucalyptus selon le système shamba ?

La FAO à la rescousse

Face aux nombreuses preuves des effets négatifs des essences à croissance rapide, le lobby de l'eucalyptus essaie de brouiller les cartes et de minimiser le problème.

Comme on pouvait s'y attendre, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est venue à la rescousse de son arbre préféré. Dans un rapport récent cité par les médias kényans, l'organisation a dit qu'en dépit des controverses l'eucalyptus pourrait rester une option valable en raison de la rapidité de sa croissance, surtout dans les pays en développement où la croissance démographique s'accompagne d'une augmentation de la demande de bois de feu, d'abris et d'autres besoins.

Ce que la FAO ne dit pas est que la plupart des plantations de 'bois rapide' du monde n'ont pas pour but la production de « bois de feu » ni « d'abris », et que les « autres besoins » sont souvent ceux des pays industrialisés ou de leurs entreprises transnationales, sans aucun rapport avec la « croissance démographique » mais

directement liés à l'augmentation de la surconsommation dans le Nord.

La FAO insiste à mettre sur le même plan les forêts indigènes et les plantations. Dans son rapport, l'organisation estime que dans les tropiques il y a un seul hectare de plantations sur 10 hectares de forêt défrichée et que pour faire face à cette situation il faut planter des espèces exotiques, adaptables et à croissance rapide, comme l'eucalyptus qui a des usages multiples. Cela veut dire que, pour la FAO, un hectare de plantation d'eucalyptus et un hectare de forêt indigène sont la même chose !

Bien entendu, la FAO oublie de mentionner que l'ICRAF a identifié plusieurs espèces indigènes que l'on pourrait planter au Kenya à la place de l'eucalyptus, et que ces espèces ont des effets sociaux, écologiques et économiques positifs, tandis que l'eucalyptus est en train d'affecter la diversité biologique et les rares réserves d'eau du pays.

Ce qui est encore plus important est que, du point de vue écologique, il est absurde de dire qu'un hectare d'eucalyptus en régime de monoculture peut compenser la perte d'un hectare de forêt tropicale riche en diversité biologique ; cela ne sert qu'à faciliter les choses aux entreprises qui souhaitent « verdir » leur image et dissimuler leur impact.

Le soutien des forestiers conventionnels

L'attitude de Robert Brook, de l'École de sciences agricoles et sylvicoles de l'Université de Galles (Royaume-Uni), est un exemple typique de la réaction des forestiers conventionnels face à l'accumulation de preuves de l'impact des eucalyptus. D'après un article paru dans la presse kényane, il « se demande pourquoi on se braque sur l'eucalyptus, alors qu'il y a tant d'autres arbres qui extraient de grands volumes d'eau du sol ».

« Je pense les critiques sont exagérées », dit-il. « J'ai pu observer personnellement que le teck, un arbre exotique, extrait davantage d'eau. »

Cette affirmation est discutable mais, au cas où elle serait vraie, faut-il comprendre que l'eucalyptus est bon parce que le teck est encore plus mauvais ?

Le docteur Brook va encore plus loin et reconnaît même les effets négatifs : « Je les ai vus plantés en blocs serrés en Inde. Rien ne pousse au-dessous et, quand les fortes pluies de la mousson arrivent, le sol est délavé et cela provoque l'ensablement des digues ».

Or, malgré tout ce qui précède il fait de son mieux pour défendre les eucalyptus : « Quand on les plante isolés, ou par deux ou trois, ou en rangées, il ne devrait pas y avoir de problème ».

Bien sûr, personne ne s'oppose à la plantation d'une poignée d'arbres, comme il doit bien le savoir, mais l'argument mentionné a pour but de défendre coûte que coûte l'eucalyptus en difficulté.

D'une façon plus discrète, le directeur général de l'ICRAF (Dr Dennis Garrity) semble vouloir minimiser les conclusions de sa propre organisation. S'il admet que

l'eucalyptus peut avoir des effets destructeurs sur l'environnement à cause de sa forte consommation d'eau et que sa prolifération dans toute l'Afrique a fait diminuer le niveau de la nappe phréatique, il allègue que cet arbre a été adopté dans le continent parce qu'il est le seul à se caractériser par la rapidité de sa croissance et par sa bonne production de bois d'œuvre et de bois de feu.

Faut-il comprendre qu'il appuie ou qu'il est contre l'expansion des plantations d'eucalyptus en Afrique ?

Un « expert en arbres » anonyme d'une « organisation non gouvernementale kényane » dont on ne donne pas le nom vient représenter le groupe de pression le plus radical en faveur des eucalyptus. D'après les médias, il « n'est pas du tout d'accord avec la demande du professeur Maathai » et il dit que les avantages de ces arbres compensent largement leurs aspects négatifs. Il affirme que, planté au bon endroit, il ne représente aucun danger pour l'environnement.

Son argument est que « l'important est de trouver le site approprié, car chaque espèce est bonne pour un endroit différent », et il recommande même de planter davantage d'eucalyptus dans le pays.

Bien entendu, il ne donne aucune orientation sur le type d'eucalyptus ni sur les endroits où il faudrait les planter pour éviter leurs « aspects négatifs ». Ce qu'il dit est qu'il y a « seulement 100 000 hectares d'eucalyptus » au Kenya et que « nous avons besoin de davantage d'arbres ».

On dirait que, pour lui, le seul « arbre » digne de ce nom est l'eucalyptus.

Les arguments en faveur des essences indigènes

Or, il existe bien sûr au Kenya des arbres indigènes qui conservent l'eau (au lieu d'en boire de façon démesurée) et qui peuvent apporter beaucoup, y compris le bois de feu, à la population et à l'économie. À cet égard, les chercheurs de l'ICRAF recommandent de planter des arbres à feuilles caduques en appliquant des systèmes agroforestiers intégrés où l'on pratique sur une même parcelle l'agriculture et la sylviculture.

Ces arbres restant sans feuilles jusqu'à six mois par an, leur consommation d'eau se réduit presque de moitié. Cela leur permet de supporter les longues périodes sèches et de ne pas faire concurrence aux cultures pour l'eau.

L'ICRAF recommande trois espèces pour trois régions déterminées. *Melia volkensii*, un parent de l'acajou qui produit un bois de prix, serait avantageux pour des zones semi-arides, par exemple celles d'Afrique orientale.

Les bassins hydrographiques de l'Afrique centrale et occidentale conviendraient à *Cordia africana*, une espèce qui est utile aussi pour les petits producteurs de miel parce que ses fleurs attirent beaucoup les abeilles.

Une autre espèce intéressante est le bambou. D'après le docteur Chin Ong, un physiologiste végétal de l'ICRAF, « les bassins hydrographiques du Kenya étaient autrefois couverts de bambous », mais « la plupart des bois de bambous ont été

éliminés ». *Arundinaria alpina*, une espèce de bambou originaire du Kenya, peut produire 20 000 tiges de 12 mètres de haut par hectare et par an. Une telle production pourrait rapporter beaucoup au Kenya. En 2002, le commerce mondial du bambou a atteint 2 milliards de dollars. Le bambou est prêt à faire une rentrée fracassante au Kenya, au grand plaisir des communautés locales qui comptent sur cette culture doublement profitable, pour eux et pour l'environnement.

L'ICRAF essaie d'encourager les autorités et les communautés qui continuent de planter des arbres à feuilles persistantes – pour produire de la résine ou de la pâte de papier, par exemple – à changer d'orientation.

Dans le même sens, Wangari Maathai dit : « Nous avons appris surtout à reconnaître et à respecter les priorités de subsistance en milieu rural et nous cherchons à obtenir non seulement une solution scientifique mais un ensemble de bénéfices. Une de ces solutions est la plantation d'arbres suivant des critères agroforestiers, en choisissant surtout des arbres fertilisants qui améliorent le sol, qui donnent des fruits, des médicaments, du fourrage, du bois et de l'ombre et qui en plus sont beaux, sans compter les avantages pour l'écosystème, la pollinisation, la diversité biologique et la protection des bassins, des fleuves et des zones humides ».

Elle souligne qu'il est nécessaire « d'étendre des méthodes intégrées à base d'arbres qui ont fait leurs preuves, comme la combinaison de l'agriculture de conservation et de l'agrosylviculture, ce qu'on pourrait appeler 'agriculture toujours verte'. Cela permettrait d'obtenir des avantages pour l'environnement, la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables. Pour y parvenir il faudra que les chercheurs trouvent des mécanismes pour étayer les décisions raisonnables – et que les autorités soutiennent leur mise en œuvre – basées sur les connaissances, les associations et les capacités ».

Le lobby du thé

L'industrie théière du Kenya contribue fortement à la promotion de l'eucalyptus en tant que combustible, car elle brûle le bois de cet arbre pour faire sécher le thé avant de l'emballer. Les eucalyptus à croissance rapide sont une source d'énergie bon marché pour l'accomplissement de cette opération. D'après un expert forestier local qui a géré des plantations d'eucalyptus pour une société théière, « la consommation de bois d'eucalyptus de l'industrie théière est estimée aujourd'hui à 5 millions de mètres cubes par an » [Julius Kamau, communication personnelle, 2009].

Plusieurs grandes entreprises possèdent des plantations de thé au Kenya. Unilever en est une. Dans son site sur la toile, cette entreprise dit qu'elle « a revu son mode de production et d'utilisation du bois car l'augmentation de la demande de thé risque de dépasser les possibilités de ses plantations d'eucalyptus ». Ainsi, Unilever « travaille en association avec l'Institut kényan de la recherche forestière » et elle « a consulté aussi des experts sud-africains pour trouver la meilleure manière d'optimiser l'utilisation du combustible bois ». L'entreprise « continue de chercher des moyens d'augmenter son efficacité, par exemple en examinant de nouvelles variétés d'arbres à fort rendement » qui permettraient « d'accroître d'environ 15 % le rendement des plantations d'eucalyptus ».

Bien entendu, ces nouvelles variétés entraîneraient une nouvelle augmentation de la consommation d'eau et une diminution plus rapide des ressources hydriques locales.

Cette entreprise (parmi d'autres) doit donc trouver très inquiétante la récente décision gouvernementale (août 2009) par laquelle on ordonne à la Nyayo Tea Zone Development Corporation (NTZDC) d'arrêter de planter des eucalyptus dans cette zone de 11 000 hectares. Romano Kiome, secrétaire général du ministère de l'Agriculture, a dit que l'entreprise devait arracher avant juin de l'année prochaine tous les eucalyptus qu'elle avait plantés, afin de conserver l'eau des bassins. « Nous avons demandé à la NTZDC de planter des arbres indigènes à la place des eucalyptus », a-t-il dit.

Étant donné l'importance de l'industrie du thé au Kenya (elle produit et exporte le célèbre thé Lipton), il est évident qu'elle devra trouver un combustible approprié pour remplacer l'eucalyptus. L'impact de cette espèce sur l'eau est à présent si visible qu'elle devra choisir des arbres indigènes susceptibles de produire du bois ou bien se tourner vers des sources d'énergie moins nuisibles.

Ignorer les faits ou les reconnaître, voilà la question

Il existe au Kenya des preuves plus que suffisantes des fortes répercussions des plantations d'eucalyptus, même lorsqu'elles sont relativement peu étendues, sur les réserves d'eau. Ces preuves ont porté le gouvernement du pays à interdire la plantation de cette espèce dans les marais et les bassins hydrographiques. Le prochain pas serait de suivre le conseil de Wangari Maathai : interdire tous les arbres exotiques et se tourner vers les espèces indigènes dans les plans de reboisement du pays.

D'autres pays qui se heurtent au problème de la pénurie d'eau devraient profiter de l'expérience kényane et cesser de promouvoir la plantation d'eucalyptus et d'autres espèces exotiques à croissance rapide, pour planter à la place des arbres indigènes. Du moment que le changement climatique risque de provoquer des sécheresses plus prolongées, en Afrique comme dans les autres continents, il faudrait procéder tout de suite à modifier le choix des espèces utilisées dans les plantations.

Or, des organisations comme la FAO et quelques experts forestiers semblent plus pressés de protéger les intérêts des entreprises que de reconnaître que les méfaits écologiques des espèces à croissance rapide (et surtout des eucalyptus) dépassent de loin leurs avantages économiques.

La seule chose que le lobby des plantations puisse faire est d'essayer d'en minimiser les preuves mais il ne peut plus dire qu'elles n'existent pas. Les espèces à croissance rapide portent atteinte aux réserves d'eau, c'est un fait prouvé.

Les communautés et les organisations de la société civile ont un rôle important à jouer : elles doivent contribuer à sensibiliser le public à l'impact des plantations de ces espèces et faire pression sur les gouvernements pour qu'ils modifient leurs plans de reboisement. Ces plans devraient se baser sur la plantation d'essences indigènes, naturellement adaptées à l'environnement local, capables d'améliorer la

collecte d'eau et la conservation des sols et de reconstituer la diversité biologique. Les espèces choisies devraient être utiles à la population locale et leur fournir des biens tels que médicaments, aliments, bois de feu, fibres, etc.

La pression de la société civile serait utile non seulement à l'écologie et aux populations kényanes mais aussi à bien d'autres peuples du monde entier qui luttent contre l'expansion de plantations industrielles d'arbres exotiques comme celles qu'on freine aujourd'hui au Kenya.

Ricardo Carrere, coordinateur international du WRM

Remerciements :

L'auteur remercie Julius Kamau, Gathuru Mburu et Nicholas Ngece d'avoir contribué à l'amélioration de la première version de cet article.

Article fondé sur des informations tirées de :

<http://www.scidev.net/es/news/talan-sedientos-rboles-de-eucalipto-en-kenia.html>
<http://www.ens-newswire.com/ens/jan2003/2003-01-28-03.asp>
<http://www.scidev.net/en/news/strategic-tree-planting-could-save-water-in-dry-ar.html>
<http://www.worldagroforestry.org/af/node/197>
<http://www.ictinternational.com.au/hrm30.htm>
<http://giip.org/content/view/104/37/>
<http://www.ke.emb-japan.go.jp/profmaathaispeech.htm>
<http://www.greenbeltmovement.org/a.php?id=409>
<http://www.greenbeltmovement.org/a.php?id=410>
<http://www.climatemediapartnership.org/reporting/stories/eucalyptus-trees-deadly-for-africa-nobel-laureate/>
<http://www.climatemediapartnership.org/reporting/stories/maathai-urges-ban-on-exotic-tree-species/>
<http://www.climatemediapartnership.org/reporting/stories/maathai-calls-for-eucalyptus-ban/>
<http://www.globalforestcoalition.org/img/userpics/File/ForestCover/Forest-Cover-no31-Sept-2009.pdf>
<http://www.eastandard.net/archives/InsidePage.php?id=1143998349&cid=259&#>
<http://www.wrm.org.uy/bulletin/89/AF.html#Kenya>
<http://www.unilever.com/sustainability/casestudies/agriculture/cultivating-fuel-wood-on-tea-estates.aspx>
<http://multimedia.marsgroupkenya.org/?StoryID=264343&page=3>

[index](#)

– Témoignages sur les plantations d'arbres et la diminution des réserves d'eau

Dans tous les cas où l'on crée de grandes plantations d'arbres à croissance rapide en régime de monoculture, les ressources hydriques diminuent considérablement ou disparaissent tout à fait, en raison surtout de la forte consommation d'eau qui

caractérise les espèces d'arbres exotiques à croissance rapide. Les puits, les marais, les ruisseaux et même les fleuves s'assèchent. Les communautés locales affectées en témoignent.

Le WRM a produit une présentation en PowerPoint, « Les plantations d'arbres et la diminution des réserves d'eau »

[http://www.wrm.org.uy/plantations/Tree_plantations_and_water_french.pdf], une compilation de témoignages de personnes du monde entier, où l'on trouve des preuves plus que suffisantes des rapports directs qui existent entre l'expansion des plantations et la diminution des ressources hydriques.

Pour nous, ces personnes sont les vrais experts auxquels il faut s'adresser pour apprendre.

[index](#)

DES PROBLÈMES TRANSFRONTALIERS

– Posco : En Inde on détruit des forêts, en Uruguay on crée des plantations pour piéger du carbone

L'Uruguay et la République de Corée viennent de signer un accord de promotion et de protection des investissements qui, d'après les autorités uruguayennes, définit les conditions nécessaires pour que la Corée puisse investir en Uruguay. À la lumière des expériences passées, cela peut signifier que l'Uruguay réduira ou éliminera des impôts de toutes sortes, qu'il délivrera des permis pour la création d'une zone franche et qu'il accordera tout son soutien aux entreprises en question.

Un des premiers investissements coréens annoncés en Uruguay est le « Projet forestier de piégeage de carbone » de l'entreprise POSCO. Sans tenir compte des nombreux effets négatifs des plantations industrielles d'arbres, déjà constatés et documentés, POSCO entend faire une plantation d'eucalyptus de 1 139 hectares. L'entreprise déclare « Nous sauvons la Terre grâce aux plantations », sans écouter les voix innombrables des centaines de mouvements sociaux qui s'y opposent dans le monde entier. Le projet est fondé sur l'idée que les plantations d'arbres permettent à POSCO de « compenser » dans un pays les émissions de gaz à effet de serre dont elle est responsable dans son pays d'origine ou ailleurs.

Or, si cette entreprise qui figure parmi les plus grands producteurs d'acier du monde est bien connue en Inde ce n'est pas précisément parce que « l'acier aime la nature » (comme on lit sur la couverture de son dossier de présentation) ni, encore moins, les gens.

En 2005, l'entreprise coréenne POSCO a passé un accord avec le gouvernement indien pour construire une sidérurgie et un port et faire des prospections minières en l'État oriental d'Orissa. Depuis, des milliers de personnes ont manifesté leur opposition au projet à cause des graves effets négatifs qu'il aura sur les villageois.

L'étendue de 6 000 hectares où POSCO installerait ses mines se trouve dans une zone de forêt primaire. Cette forêt est habitée par une grande variété de plantes et d'animaux. En outre, les communautés tribales qui constituent 74 % de la population de la zone environnante dépendent entièrement de ces forêts pour le combustible, le fourrage, les fruits et les plantes médicinales. Les sources de la région leur fournissent l'eau potable et l'eau d'arrosage. Les mines affecteraient aussi les chutes de Khandadhar, un site associé aux pratiques spirituelles des autochtones et destination touristique célèbre de l'État ; ces mines s'installeraient dans la chaîne de montagnes de Khandadhar, où prend sa source l'eau des chutes.

En juin 2006, le Congrès national, le parti le plus important de l'Inde, a soutenu le mouvement populaire contre le déplacement que provoquerait la sidérurgie proposée par POSCO. Les habitants de Dinkia, Nuagaon et Gadakujang qui seront déplacés sont prospères grâce à leurs activités agricoles. Les leaders du Congrès ont dit que ceux qui étaient progressistes et riches allaient devenir des mendiants et des travailleurs sans terre une fois expulsés de leurs champs agricoles.

En août 2007, un groupe nombreux de personnes appartenant à des organisations sociales et à des partis politiques divers ont protesté devant les portes des bureaux de POSCO que protégeait un fort contingent policier. Les manifestants, parmi lesquels figuraient de nombreuses femmes, ont arboré des slogans contre l'entreprise coréenne et accusé le gouvernement d'avoir facilité le projet sidérurgique dans le district de Jagatsinghpur en dépit de l'opposition des villageois déplacés.

En octobre 2008, une résolution signée par plus de cent personnes et organisations surtout universitaires a condamné la répression croissante que l'on constatait à Orissa contre la résistance populaire pacifique au projet sidérurgique de POSCO. La répression avait atteint son point culminant avec l'arrestation du président du mouvement, Abhay Sahu. Malgré l'attitude de plus en plus répressive de l'État, la lutte s'était intensifiée ; davantage de résidents, surtout des femmes, s'y étaient associés et dans le monde entier se faisaient entendre des voix démocratiques qui accusaient l'État d'agir contre les principes constitutionnels et les droits de l'homme et en faveur des intérêts de l'entreprise.

En 2009, d'autres activistes ont été arrêtés et accusés de faux délits pour s'être opposés à POSCO. Près de 20 000 personnes des villages des environs craignent que la construction de l'usine ne les prive de leurs foyers et de leurs moyens d'existence. Quant aux plans de compensation proposés, les gens ont dit que rien ne peut compenser le déplacement de milliers de personnes.

Les mobilisations contre l'entreprise POSCO en Orissa s'ajoutent à celles de milliers de personnes qui, depuis des années, luttent contre l'entreprise minière anglaise Vedanta, déjà installée. Ceux qui, les jours passés, ont bloqué les routes de la localité de Muninguda pour exiger la suspension immédiate des permis d'extraction savent très bien ce que représentent le déplacement, la perte de terres, de forêts et de cultures, de moyens d'existence et d'identité, comme ils l'ont montré dans une résolution publiée le 10 octobre 2009

[<http://www.wrm.org.uy/countries/India/Niyamgiri.html>].

Malgré les années de lutte, malgré la prison, la torture et la répression, les leaders

des deux mouvements déclarent qu'ils continueront de lutter pour expulser du pays les deux entreprises.

Avec de tels antécédents, POSCO prétend blanchir son image en Uruguay en plantant ce qu'elle appelle des « forêts » (des plantations d'eucalyptus à croissance rapide) pour « compenser » les émissions de CO2 de ses activités industrielles. Bien entendu, elle « oublie » de mentionner qu'elle entend détruire en Inde 6 000 hectares de vraies forêts et que si elle ne l'a pas encore fait c'est uniquement parce que les gens du pays ont réussi à l'en empêcher.

Le peuple et le gouvernement actuel de l'Uruguay, qui savent très bien ce que c'est que la répression, la prison et la torture pour avoir vécu des années de dictature militaire, doivent se ranger aux côtés de leurs frères et sœurs indiens et rejeter catégoriquement ce projet. Le peuple indien ne mérite pas que l'Uruguay soit utilisé comme prétexte pour laisser impunis les crimes de l'entreprise POSCO, et le peuple uruguayen ne mérite pas une telle honte.

Article fondé sur des informations envoyées par Mamata Dash, adresse électronique : mamata68@gmail.com ; <http://stoposco.wordpress.com/> ; World Prout Assembly, http://www.worldproutassembly.org/archives/2007/10/uneasy_quiet_on.html, et The Hindu, <http://www.hindu.com/2007/07/24/stories/2007072456510300.htm>.

[index](#)

– La surconsommation de papier dans le Nord élargit les déserts vers dans le Sud

Il est prévu que la demande mondiale de papier et de carton augmentera à long terme de 2 % à 3 % par an et que cette croissance sera considérable en Asie et en Europe orientale, en particulier en Inde, en Chine et en Russie. On estime que les exportations latino-américaines de pâte de papier produite dans des terres affectées aux plantations d'arbres en régime de monoculture (les dénommés « déserts verts ») augmenteront de 70 % entre 2000 et 2010.

Le bois, la pâte, la canne à sucre et les agrocarburants sont exportés des pays du Sud pour être consommés dans les pays du Nord, avec d'énormes profits pour les sociétés transnationales. Or, les grandes plantations industrielles ont une foule d'effets négatifs sur la société, l'environnement et l'économie : elles déplacent la population locale, dévastent la diversité biologique, épuisent les réserves d'eau, occupent des terres qui pourraient servir à l'agriculture, appauvrissent les travailleurs, les agriculteurs et les communautés.

Bien que le papier soit indispensable aux communications modernes, les pays du Nord en font une consommation inutile. La répartition de la demande est inégale : 72 % du papier sont consommés par 22 % des habitants du monde et ces derniers vivent aux États-Unis, en Europe et au Japon.

Le plus inquiétant est que cette consommation excessive n'est pas toujours justifiée. Comme dans le cas de bien d'autres biens, elle est le résultat de besoins et

d'emplois inutiles. En voici quelques exemples :

- La multiplication de produits jetables tels que les couches ou les gobelets en papier.
- L'impression inutile dans les entreprises : d'après une étude menée par Lexmark et Ipsos en Europe, la moitié seulement des entreprises examinées a changé de politique en matière d'impression et 12 % seulement ont fait des investissements financiers pour encourager leurs employés à mieux gérer ce qu'ils impriment. Il n'est donc pas surprenant que la plupart des employés européens pensent qu'ils pourraient réduire de 30 % leurs impressions, d'autant plus que près de la moitié des imprimés et photocopies sont jetés à la poubelle avant la fin du jour [cf. <http://www.shrinkpaper.org>]. Bien que le nombre des imprimés ait diminué pendant les deux dernières années, chaque employé européen continue d'imprimer l'équivalent de 35 kg de papier par an.
- Emballage et suremballage : le conditionnement représente la moitié de la consommation mondiale de papier. En France, le Centre national d'information indépendante sur les déchets estime que les emballages produisent 5 millions de tonnes de déchets par an. Une bonne partie des déchets sont recyclés mais plus de 50 % sont incinérés, ce qui représente une menace pour le sol, l'eau, l'air et la santé des gens. Comme dans le cas des imprimés, la plupart des emballages utilisés aujourd'hui pourraient être éliminés, par exemple les nombreux conditionnements individuels ou petit format tellement « à la mode » aujourd'hui.
- Les imprimés publicitaires : à voir l'énorme volume d'imprimés publicitaires que nous recevons chez nous, on croirait que le papier est gratuit. Rien qu'en France, 18 milliards de prospectus sont distribués chaque année dans les boîtes aux lettres, soit l'équivalent de 40 kg de papier par foyer. Il suffirait que 5 % des personnes décident de ne plus en recevoir pour qu'on puisse économiser 150 millions d'euros sur les frais de traitement des déchets.

C'est la raison pour laquelle Les Amis de la Terre – Paris ont organisé en septembre dernier une action dont le but était de dénoncer et d'expliquer les liens entre déboisement, plantations d'arbres et excès de publicité. À l'occasion de la Journée mondiale contre la monoculture d'arbres, l'organisation locale a invité les artistes Barbara Hashimoto et Andrew Chartier à présenter leur travail à l'Espace Krajcberg. Le projet écologique actuel de Hashimoto a démarré en 2007 à Chicago, où elle a réuni et broyé tous les imprimés qu'elle avait reçus dans son studio pendant un an. En 2009, dans le cadre de la manifestation « The junk mail experiment » 200 enfants d'une école locale ont réuni tous les imprimés publicitaires qu'ils avaient reçus chez eux pendant plusieurs mois, ce qui a permis à Barbara Hashimoto de faire prendre conscience aux Parisiens de l'incroyable quantité de papier qu'ils recevaient dans leur boîte aux lettres. De son côté, Andrew Chartier explore dans ses œuvres les liens entre la technologie, l'art et l'environnement. À Paris, il a présenté sa « machine distributrice d'arbres » qui permet d'obtenir une pousse d'arbre en échange d'un morceau de papier. Dommage que ce mécanisme d'inversion ne soit qu'un rêve !

À l'heure actuelle, l'enjeu est de réduire radicalement la surconsommation de papier et d'éviter le déboisement et l'occupation de terres dus à l'établissement de grandes

plantations d'arbres en régime de monoculture. Si les pays du Nord veillaient à arrêter de consommer inutilement du papier, beaucoup de forêts seraient économisées et l'humanité y trouverait un avantage inappréciable.

Les Amis de la Terre Paris, adresse électronique : paris@amisdelaterre.org,
<http://www.amisdelaterre.org/-Paris-.html>.

[index](#)
